



Maison de l'Europe de Paris

Programme « Culture et Politique » 2006

Rapport d'activité

par Ghislaine Glasson Deschaumes

Soutenu en 2006 par
Région Ile-de-France
Ministère des Affaires étrangères
La Représentation en France de la Commission européenne

Un lancement réussi

Créé en 2006 grâce au soutien du Conseil régional d'Ile-de-France et de la Commission européenne, le programme « Culture et Politique », dirigé par Ghislaine Glasson Deschaumes, a fait la preuve de sa nécessité. En suscitant l'intérêt de nombreuses associations, des syndicats, des associations d'élus locaux, des élus et fonctionnaires concernés, d'étudiants et de chercheurs, mais aussi de journalistes dont la présence régulière doit être soulignée¹, il prouve que débattre sur l'Europe est un souhait partagé par de nombreux concitoyens, quel qu'ait été leur choix au moment du référendum sur le Traité constitutionnel de 2005.

Le programme « Culture et Politique » a aussi fait la preuve de la capacité de la Maison de l'Europe de Paris à renouveler ses modes de travail tout en développant sur le long terme une production exigeante en phase avec l'actualité de la Commission européenne et avec les grands enjeux de l'avenir de l'Europe. C'est ainsi, par exemple, que le travail sur les consultations publiques, initié en 2006, répond à un double besoin : accroître la participation des Français aux consultations publiques, dont ils sont peu familiers, et saisir l'opportunité des dites consultations pour ouvrir des débats sur des thèmes concrets, qui engagent bien des aspects de la vie européenne.

Le programme « Culture et Politique » a travaillé de front sur des objectifs d'ouverture et d'approfondissement, qui se traduisent aujourd'hui par l'état des lieux suivant :

1. Le programme « Culture et Politique » contribue à faire de la Maison de l'Europe une 'maison de la citoyenneté européenne' : il draine un nouveau public de « multiplicateurs d'opinion », attire des citoyens non spécialisés sur l'Europe et un public très mélangé, tant en termes de générations que du point de vue des milieux sociaux-professionnels et culturels.
2. Il explore de manière systématique des thèmes fondamentaux pour l'avenir de l'Europe et le sens du projet européen:
 - a. le rôle de l'Europe dans le monde, l'Europe et ses frontières ;
 - b. la citoyenneté européenne et la participation (notamment la participation aux consultations publiques) ;
 - c. la diversité culturelle et les pratiques interculturelles.

En 2007, ces trois lignes de force seront enrichies d'un quatrième thème, celui des politiques urbaines des grandes métropoles européennes.

3. Il vise le développement d'une citoyenneté européenne fondée sur une plus grande participation et propose pour ce faire de nouvelles manières de réfléchir ensemble, dans un souci de convivialité et d'horizontalité. La possibilité de travailler sur des durées longues est ici un élément clé (ateliers d'une journée, de quatre heures, etc.).

Quelques éléments forts de méthode structurent ce programme :

1. Parce que parler de l'Europe « entre soi » tourne vite à l'impasse, le programme inclut systématiquement des intervenants européens d'autres pays membres, des résidents non-communautaires, des fonctionnaires de la Commission européenne en charge des dossiers discutés, des députés européens.
2. La création de groupes de travail sur certains thèmes demandant une préparation de long terme répond au besoin de sortir des logiques de répétition tout en avançant de manière constructive sur des enjeux importants pour l'Europe.
3. Le programme « Culture et Politique » oriente les travaux vers la formulation de conclusions ou recommandations susceptibles ensuite d'être adressées à qui de droit ;

¹ Voir la liste des organisations participant aux manifestations en annexe.

4. Il rend compte du travail accompli, dans un double souci d'information et de valorisation des propositions découlant des travaux. C'est ainsi que tous les comptes-rendus des manifestations du programme « Culture et Politique » sont mises en ligne sur le site internet de la Maison de l'Europe de Paris (www.paris-europe.eu) et sur les sites partenaires, précédées d'un résumé des recommandations.

Conclusions générales

Suite à des annonces de financement tardifs (été 2006, pour un montant total de 150 000€), le programme « Culture et Politique » a réalisé l'essentiel de ses activités sur le second semestre 2006, même si des actions significatives avaient été engagées dès le printemps 2006 (notamment le lancement des entretiens européens et du travail sur les consultations publiques, travail sur la Politique européenne de voisinage). Il s'ensuit que le programme, en fort développement, ne trouvera véritablement sa vitesse de croisière qu'en 2007, si les financements envisagés sont obtenus.

En 2006, **22 événements** ont été organisés par la Maison de l'Europe de Paris dans le cadre du programme « Culture et Politique », sous la forme d'ateliers-débats, séminaires, conférences, journées d'études, groupes de travail, conférences, ateliers-débats et journées d'études. Ces activités, qui ont été concentrées sur les mois d'août à décembre 2006, pour des raisons déjà exposées, ont engagé une vingtaine de partenaires et ont permis à **133 intervenants**, d'une **trentaine de pays différents**, d'exposer leurs points de vue, originaires. Leur diversité mérite d'être soulignée, du cinéaste et récent Président du Jury du Festival de Cannes 2006, Stephen Frears à des militants associatifs ou des fonctionnaires territoriaux très impliqués dans leur métier, de l'ancien Premier ministre du Kosovo Bajram Rexhepi ou de l'ancien ministre des affaires étrangères de Serbie-Monténégro Goran Svilanovic à des universitaires, chercheurs, fonctionnaires européens en parfaite maîtrise de leurs dossiers...

Le programme « Culture et Politique » a réuni plus de **1500 participants** en 2006, issus d'associations, d'organisations professionnelles, de la fonction publique nationale et territoriale, du monde politique et de la presse, de la recherche et du monde étudiant, du monde artistique. En quelques mois, et grâce à l'embauche sur ce programme d'une chargée de production, Shpresa Bushi-Cadot, fin août 2006, la recherche systématique de nouveaux publics a débouché non seulement sur la fidélisation de nombreuses personnes, mais sur la participation toujours plus nombreuse de publics de toutes générations, notamment d'étudiants et de jeunes professionnels. Les partenariats solides noués en 2006 ont en outre constitué un tremplin vers ces nouveaux publics.

Grâce au nouveau site internet de la Maison de l'Europe de Paris, ce nombre a été démultiplié. En deux mois d'existence (novembre et décembre 2006), ce nombre a été démultiplié.

Enfin, le programme « Culture et Politique » a construit pour la Maison de l'Europe de Paris des partenariats avec plusieurs associations (Ligue des droits de l'homme, Solidarité laïque, Courriers des Balkans) ou réseaux d'associations (Coordination Sud), des institutions, notamment le Haut conseil pour la coopération internationale, Conseil de l'Europe), des centres de recherches, en particulier le Centre d'études et de recherches internationales - sciences Po et le Collège international de philosophie), qui se poursuivent et s'intensifient en 2007. Il a également suscité l'intérêt de réseaux comme Cités Unies France avec qui un partenariat suivi s'engage pour 2007.

Sur le plan des contenus, le programme « Culture et politique » a tenu son pari en montrant qu'il est possible de parler d'Europe sans que les intervenants ou les participants se sentent prisonniers d'un discours univoque et uniforme sur l'Europe. Il fait aussi la preuve que traduire l'Europe dans la vie quotidienne des citoyens est nécessaire.

En orientant le travail de la Maison de l'Europe de Paris et de ses partenaires vers la formulation de propositions et de conclusions concrètes, D'une telle approche découlent nécessairement des, mais et qu'il s'ensuit de nouvelles perspectives de réflexion et d'action très riches.

En ouvrant aussi une réflexion critique sur le sens du projet européen, il a montré qu'il faut encore et toujours penser l'Europe, ses valeurs, sa forme et son projet sans *a priori* ni complaisance. Les entretiens européens ainsi organisés ont fait ressortir des pistes de travail dont l'exploration sera poursuivie en 2007.

L'Europe et ses frontières, l'Europe dans le monde

Le succès des journées organisées sur les Balkans et l'Europe, la Politique européenne de développement, la Politique européenne de voisinage, mais aussi d'un débat sur la Turquie, montrent à quel point le rôle de l'Europe dans le monde, et plus particulièrement ses relations avec les voisins sont importants pour le public². En explorant ces thèmes d'une manière qui se veut toujours indépendante et largement ouverte sur le débat contradictoire, la Maison de l'Europe de Paris contribue à développer **une autre conscience de l'Europe, de ses responsabilités et de ses actions** tout en donnant des outils de travail à celles et ceux qui travaillent à l'échelle de l'Europe et de ses voisins.

D'une manière générale, il ressort de ces débats que le rôle de l'Europe dans le monde est un facteur important d'identification pour les Européens, et qu'il mérite davantage de visibilité et de compréhension. Premier financeur du développement dans le monde, pilier du protectorat international dans certains pays des Balkans, ambitionnant de partager la prospérité avec l'ensemble de ses voisins frontaliers, ambitionnant d'être un pôle de régulation des processus de mondialisation, l'Union européenne n'a pas les moyens institutionnels de son projet, ce qui ne l'empêche toutefois pas de poser des jalons importants.

Cependant, les ambitions de l'Europe s'affirment à l'aune des moyens financiers (à la hauteur ou non des objectifs visés) et des moyens politiques (parler d'une seule voix, être en cohérence avec les autres politiques sectorielles) mis en œuvre, comme l'a très bien montré le débat sur la Politique européenne de développement. Posant la question d'une politique extérieure commune, soulignant toujours la nécessité de parler d'une seule voix et l'impossibilité présente de le faire, le débat sur la politique extérieure de l'Union européenne s'articule en outre de plus en plus étroitement aux politiques intérieures de l'Union européenne, notamment du fait de la mise en cohérence des politiques sectorielles (ainsi, la politique économique et commerciale de l'UE ne doit-elle pas aller à l'encontre de sa politique d'aide au développement, par exemple) et de la politique aux frontières de l'Europe (contrôle des frontières extérieures, contrôle des mouvements migratoires, etc). Ainsi, nul ne peut plus ignorer les options prises par l'Europe et les logiques d'interdépendance qui prévalent dans les situations de crise, comme la guerre au Liban de l'été 2006 l'a montré.

Il est également apparu au cours de ces travaux qu'une politique européenne ne prend sens et ne se structure qu'à travers l'instrument financier qui lui est assorti. C'est du bon fonctionnement de l'instrument financier que dépend en grande partie la réussite d'un programme, et par conséquent d'une politique. Ainsi, le nouvel Instrument financier de partenariat et de voisinage pourra-t-il permettre, si les arbitrages finaux se font dans le sens attendu, de rééquilibrer la dimension bilatérale de la Politique européenne de voisinage au profit de dynamiques régionales, de développer de nouvelles zones de coopération transfrontalières aux frontières de l'Europe, de stimuler la participation de la société civile.

² On se reportera aussi utilement au bilan des rencontres euro-méditerranéennes organisées par la Maison de l'Europe de Paris avec la Plate-forme non-gouvernementale euromed en 2005. cf www.paris-europe.eu

La marginalisation de la société civile dans les politiques extérieures de l'Union européenne a été amplement soulignée et analysée. Cette réalité est patente pour la Politique européenne de voisinage comme pour l'action de l'Union européenne dans les Balkans, à laquelle il faut également noter que les collectivités locales ont été peu associés.

Le succès d'une politique ambitieuse comme celle-ci n'est pourtant guère possible sans la création de mécanismes de consultation permanents avec la société civile.

De même, si les collectivités locales ont fait un très grand pas en avant, en 2006, grâce à l'action du Parlement européen³, puisqu'elles sont devenues éligibles à l'Instrument financier de développement et qu'elles sont reconnues désormais comme acteurs du développement, leur rôle dans la politique européenne de voisinage reste pour l'instant extrêmement flou et appelle un approfondissement rapide. Dans les Balkans aussi, la découverte du rôle possible des collectivités locales dans la stabilisation de la région est tardif, et reste malheureusement marginal. L'organisation du lobbying des collectivités territoriales européennes est un enjeu majeur pour faire progresser cette dimension.

Enfin, loin de rétrécir le débat en une question de frontières à délimiter ou fermer, les entretiens sur « les limites de l'Europe » ont permis, tant à l'égard de la Russie que de la Turquie, de voir à quel point il existe un « impensé » qu'il convient d'explorer et de mieux comprendre si l'on veut poser la question de l'Europe et ses autres dans un rapport d'ouverture plutôt que de clôture, en se défiant notamment des préjugés et des réactions de rejet. Les philosophes Etienne Balibar et Mikhaïl Ryklin ont ici ouvert des perspectives passionnantes, qui invitent à poursuivre. Et le groupe de travail « Comment débattre de la Turquie en Europe ? » construit patiemment un ensemble de questions et de réflexions qui devraient permettre, en 2007, de s'inscrire dans le dépassement des stéréotypes historiques, des représentations fantasmées de l'autre, vers des propositions concrètes pour mieux comprendre les rapports de l'Union européenne et de la Turquie.

Citoyenneté européenne et participation

La Maison de l'Europe de Paris part du principe que la citoyenneté européenne doit devenir une pratique fondée sur de véritables mécanismes d'appropriation et de participation, également inclusive des étrangers non communautaires. Les politiques européennes et le projet européen sont l'affaire de tous, et pas seulement des convaincus.

Initiées en 2005 à travers la mise en débat contradictoire du Traité constitutionnel, les activités de la Maison de l'Europe de Paris sur la citoyenneté et la participation sont donc au cœur du programme « Culture et Politique ». Elles reposent sur la conviction que l'Europe n'est pas un produit à vendre et que les citoyens ne sont pas d'abord des consommateurs, mais des individus responsables, intéressés par la dimension européenne des problèmes sans pour autant avoir toujours les moyens d'en comprendre les tenants et les aboutissants.

Bien entendu, en la matière, le programme « Culture et Politique » s'articule étroitement avec le travail d'information mené à *Paris Europe Info* et avec les activités d'animation et de sensibilisation des jeunes.

1. Réflexion, implication, mise en débat

La Maison de l'Europe de Paris a participé activement aux groupes de réflexion sur l'avenir de l'Europe lancé par la Représentation en France de la Commission européenne en 2005 et 2006 et Catherine Lalumière, sa présidente, s'y est impliquée personnellement.

Ce travail s'est notamment traduit par une note de travail de Ghislaine Glasson Deschaumes sur la nécessaire réforme des consultations publiques, autour des priorités suivantes :

- Renforcer la visibilité et l'accessibilité de la consultation et l'accessibilité à l'information (y compris sur le plan linguistique) ;

³ Action de Pierre Schapira, député européen, au Parlement européen pour faire reconnaître les collectivités locales comme actrices du développement, qui s'est traduite par la création d'une ligne budgétaire « Acteurs non étatiques et collectivités locales » dans l'Instrument financier de coopération et de voisinage. Cf. compte-rendu de la journée sur la politique européenne de développement sur www.paris-europe.eu

- Rendre la stratégie de la Commission européenne plus transparente ;
- Renforcer la transparence des procédures d'évaluation ;
- Transparence des résultats des consultations en aval : le citoyen/l'organisme qui a répondu à une évaluation n'a aucun moyen de mesurer l'impact de sa participation à l'élaboration du document final. S'il n'est pas apporté de réponse à ce problème, le processus des consultations publiques perdra rapidement toute légitimité.

La Maison de l'Europe de Paris a en outre participé au **Forum civil de Bergamo**, en novembre 2006, et a fait dans ce cadre, avec d'autres, les recommandations suivantes :

- Distinguer la communication institutionnelle, que la Commission comme les Etats membres doivent mener sur l'Europe, de la participation des citoyens au projet européen, qui est matière de dialogue politique ;
- Disjoindre clairement la participation des citoyens des activités de lobbying (cf. consultation publique sur l'initiative européenne en matière de transparence) ;
- Envisager la participation citoyenne bien au-delà du cercle des ONG représentées à Bruxelles, et qui ont tendance à « faire écran » ;
- Créer des mécanismes de dialogue politique avec la société civile autonome qui soient en phase avec le projet européen (dimension légiférante, dimension parlementaire, dimension transnationale et intergouvernementale) ;
- Poser la responsabilité des Etats dans les mécanismes de rapprochement entre l'UE et les citoyens ;
- Construire des espaces de rencontre autonomes.

Dans le cadre des rencontres publiques du programme « Culture et Politique », la Maison de l'Europe de Paris a ouvert un espace de réflexion sur les acteurs de la citoyenneté en Europe. On s'est interrogé sur les changements que cinq ans de processus des Forums sociaux européen ont induit en matière de pratiques citoyennes européennes. La question de la place des citoyens dans la gouvernance européenne, pour l'heure excessivement marginale et contrôlée, a été posée, tout comme celle de savoir comment construire un véritable dialogue politique, fondé sur le sens de l'intérêt général, entre les institutions européennes et les acteurs de la société civile.

Un groupe de travail a également été créé à l'automne 2006 avec la Ligue des Droits de l'homme sur la citoyenneté européenne et la citoyenneté européenne de résidence en vue de mises en débat publics en 2007 et de la Présidence française de l'UE en 2008.

2. Un travail original sur les consultations publiques d'intérêt général

Dans le cadre du programme « Culture et Politique », la Maison de l'Europe de Paris organise des ateliers-débats visant à mobiliser les citoyens parisiens et franciliens, les associations, élus, fonctionnaires, organisations professionnelles sur les consultations publiques en cours. Ce travail part du constat que les consultations publiques manquent de visibilité en France, notamment du fait que la procédure est relativement peu présente dans la culture politique de notre pays, et que les taux de réponse des organismes français sont très faibles.

En prenant le parti de mobiliser les organismes et citoyens intéressés sur des thèmes comme la « santé mentale », la « transparence », la « politique maritime européenne », en 2006, la Maison de l'Europe de Paris a également donné l'opportunité aux participants de ces ateliers de mieux comprendre les processus d'élaboration des politiques européennes, et de débattre de la manière dont celles-ci sont conçues, de leurs implications possibles dans tel ou tel secteur professionnel ou dans tel ou tel aspect de la vie d'une région, ville, etc.

Il y aurait par exemple matière à épiloguer sur le fait que le monde français de la psychiatrie n'était pas informé par les organismes de tutelle de la consultation publique lancée par la Commission européenne sur la santé mentale, sur le fait que les seules contributions françaises parvenues à la Commission résultent de la réunion organisée par la Maison de l'Europe de Paris, le Ministère de la

Santé, qui avait refusé de participer à ce séminaire de réflexion, ayant finalement renoncé également à adresser sa contribution à la consultation publique.

Enfin, il est intéressant de remarquer que les certains des thèmes proposés à la consultation publique permettent d'entrer de plain-pied dans des réalités très concrètes et dans des projets qui, à terme, infléchiront la nature du projet européen. Ainsi est-il devenu patent, à l'occasion du débat sur le projet de Politique maritime européenne, en décembre 2006, qu'un retour vers la richesse géographique, naturelle et géostratégique de l'Europe et la mise en relation de la vision européenne contemporaine des mers et des océans avec des siècles d'histoire européenne maritime était source de sens, matière à identification, notamment sous l'angle désormais structurant du développement durable.

Diversité culturelle, pratiques interculturelles

Par son esprit, le programme « Culture et Politique », qui convoque délibérément des Européens de tous les horizons, des résidents non communautaires, voire des intervenants d'autres continents, ouvre un espace et un temps de diversité culturelle tout en étant un laboratoire de pratiques interculturelles. L'appel, de temps à autre, à la traduction simultanée correspond au souci de respecter cette diversité culturelle et de la considérer comme une donnée fondamentale très concrète du projet européen.

Si les entretiens européens et de nombreux éléments des débats menés sur les Balkans et sur la Politique européenne de développement, notamment, ont permis d'approfondir utilement ces questions, ce thème central a, compte tenu du démarrage tardif du programme essentiellement été abordé sous l'angle de l'industrie culturelle, avec une semaine de travail dédiée au jeune cinéma européen fin août 2008 en partenariat avec NISI MASA (réseau du jeune cinéma européen). Un atelier polyglotte d'écriture de scénarios de courts métrages a été accueilli durant trois jours, suivi d'une séance publique de lecture des travaux. Construit autour de la présence particulièrement attendue du cinéaste britannique Stephen Frears, le débat « l'Europe multiculturelle a-t-elle besoin du cinéma pour exister ? » a montré que la vision que le cinéma propose de la multiculturalité contient toute l'épaisseur et la multiplicité des expériences et des histoires personnelles des personnages. « Elle est donc plus riche et plus ouverte [que la vision institutionnelle de la multiculturalité] et permettra, peut-être, de rendre » les citoyens et les institutions « plus enclines à accepter la multiculturalité commune possibilité heureuse des sociétés contemporaines. » (Hélène Bouchardeau, compte-rendu accessible sur www.paris-europe.eu)

Les partenaires du programme « Culture et Politique » en 2006

Agence française de développement (AFD)
Centre d'Etudes et de recherches internationales (CERI- Sciences Po)
Collège international de philosophie (Ciph)
Conseil de l'Europe
Coordination Sud
Courrier des Balkans
European Institute for Progressive Cultural Policies (EIPCP), Vienne (Autriche)
Espaces Marx
Haut conseil pour la coopération internationale (HCCI)
Ligue des droits de l'homme (LDH)
Ministère des Affaires étrangères
Nisi Masa
Plate-forme non-gouvernementale euromed
Solidarité laïque
Transeuropéennes

L'ensemble des compte rendus du programme « Culture et Politique » pour l'année 2006 sont en ligne sur le site www.paris-europe.eu